



Motion de l'Assemblée générale d'ENSEMBLE!
des 24 et 25 mai 2025

Solidarité avec le peuple palestinien

À l'occasion de son AG des 24-25 mai 2025, ENSEMBLE! réaffirme sa solidarité avec le peuple palestinien qui est victime de la destruction de Gaza et de l'aggravation de la colonisation en Cisjordanie.

Sourd aux condamnations internationales et indifférent au sort horrible infligé aux Gazaouis, le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu poursuit son entreprise criminelle. Après les bombardements systématiques, les massacres – notamment de femmes et d'enfants – la destruction de toutes les infrastructures vitales du territoire – afin de rendre toute réinstallation impossible pour un État palestinien –, le déplacement sans fin des habitants, la négation de l'existence de la population palestinienne de Gaza, il recourt à l'arme de la famine.

Au nom de la politique préméditée par le « plan Smotrich » de 2017, l'objectif affiché est à présent la déportation des Gazaouis hors de Gaza. C'est un génocide en cours dont le pouvoir israélien assume la responsabilité.

Face à un génocide, les nations membres de l'ONU sont dans l'obligation d'intervenir activement pour y mettre fin.

ENSEMBLE! dénonce les mesures répressives prises contre les organisations qui militent en solidarité avec la Palestine.

ENSEMBLE! soutient les mobilisations qui doivent s'amplifier, en s'appuyant sur les réactions légitimes à l'aggravation de l'offensive israélienne actuelle, pour imposer de toute urgence des mesures fortes :

- L'arrêt sans conditions de la guerre à Gaza.
- Le déploiement d'une aide humanitaire massive à Gaza pour porter secours à la population.

- La libération des derniers otages et prisonniers de guerre israéliens et des prisonniers et otages palestiniens.
- La liberté donnée aux médias internationaux d'accéder à Gaza.
- Des sanctions économiques et diplomatiques mettant fin à l'impunité de l'État d'Israël, dont la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël tant que celui-ci ne respecte pas le droit international.
- La reconnaissance par la France de l'État de Palestine ; cela sans délai.
- L'imposition du respect du droit international que l'État d'Israël viole systématiquement en toute impunité.

Pour imposer ces exigences, il faut œuvrer au plan national et local à des fronts d'action unis et larges.

Bagnolet, le 25 mai 2025

2 / 2

ENSEMBLE!
Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire
26 rue Malmaison - 93170 Bagnolet

Nos porte-paroles :

Laurence BOFFET 06 85 51 81 24
Marie-Claude HERBOUX 06 81 21 90 22

Anne-Rose LE VAN 06 64 21 41 23
J.-François PELLISSIER 06 76 47 57 95

Sur la toile : <https://www.ensemble-mouvement.com/>

contact@ensemble-mouvement.com